

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

L'INCIDENCE DE LA PROTECTION JURIDIQUE SUR LA REMUNERATION DE L'AVOCAT

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA mars 2016, n° EDAS-616035-61603, p. 3

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

PROTECTION JURIDIQUE — En l'absence de convention, les honoraires de l'avocat sont fixés par référence aux seuls critères posés par l'article 10 de la loi de 1971. L'existence d'un contrat d'assurance de protection juridique est sans effet sur la détermination des honoraires dus à l'avocat par le client.

Cour de cassation 2ème chambre civile, 14 janv. 2016, no [15-10130](#)

Cass. 2e civ., 14 janv. 2016, n° 15-10130, F-PB

À l'occasion d'un litige prud'homal, une personne, assurée en protection juridique, confie la défense de ses intérêts à une avocate. Une convention d'honoraires est adressée à la cliente qui ne la signe pas. La cliente dessaisit l'avocate, et cette dernière lui réclame des honoraires. Leur fixation est l'enjeu du présent litige. L'article 10 de la loi du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 prévoit, en la matière, la règle suivante : « Sauf si l'avocat intervient en urgence devant une juridiction, une telle convention est obligatoire lorsque l'avocat est rémunéré, en tout ou partie, au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique. » En l'espèce, les juges du fond décident de sanctionner le défaut de convention par l'allocation d'un montant d'honoraires égal au montant prévu par les plafonds d'indemnisation dans le contrat d'assurance. Leur solution a le mérite de donner une sanction efficace à l'obligation d'établir une convention, mais, comme l'indique l'arrêt de la Cour de cassation, elle est inappropriée.

Le visa de l'arrêt renvoie à la loi du 31 décembre 1971 (art. 10) fixant les critères de détermination des honoraires. Il renvoie surtout à l'article L. 127-5-1 du Code des assurances. Ce texte est une des dispositions issues de la loi du 19 février 2007 et il interdit les conventions sur les honoraires intervenant entre assureur et avocat de l'assuré. Autrement dit, ce texte a pour objet de créer un cloisonnement entre le contrat d'assurance de protection juridique et le mandat de l'avocat s'agissant au moins de la rémunération de ce dernier. On comprend dès lors que la Cour de cassation ne souhaite pas que les juges recréent, à titre de sanction, un lien que le législateur a voulu supprimer. La liberté de l'assuré en protection juridique de choisir son avocat ne peut être limitée par le contrat. Cela n'empêche pas l'assureur de pouvoir stipuler des plafonds d'indemnisation (Cass. 1re civ., 15 juill. 1999, n° 97-10725 : Bull. civ. I, n° 233 ; D. 2001, 1057, note D. Krajewski). Il ne faut cependant pas donner aux plafonds une portée qu'ils n'ont pas. Ils constituent le montant, préfinancé par l'assuré, que l'assureur peut consacrer à la défense de ses intérêts. Ils ne fixent pas de façon absolue, et même à titre de sanction, la rémunération de l'intervention de l'avocat.